

**MOISSON OUTAOUAIS**  
**ÉTATS FINANCIERS**  
**31 MARS 2026**

Sommaire

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 4
Résultats	5
Évolution des actifs nets	6
Situation financière	7 - 8
Flux de trésorerie	9
Notes complémentaires	10 - 16
Renseignements complémentaires	17 - 18
Renseignements complémentaires - denrées	19



## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux administrateurs de  
**MOISSON OUTAOUAIS**

### *Opinion avec réserve*

J'ai effectué l'audit des états financiers de l'organisme **MOISSON OUTAOUAIS** (l'« organisme »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2026, et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de mon rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2026, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

### *Fondement de l'opinion avec réserve*

Comme c'est le cas dans de nombreux organismes de bienfaisance, l'organisme tire des produits de revenus d'activités et de dons dont il n'est pas possible d'auditer l'intégralité de façon satisfaisante. Par conséquent, mon audit de ces produits s'est limitée aux montants comptabilisés dans les comptes de l'organisme et je n'ai pas pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux montants des dons et des revenus d'activités, de l'insuffisance des produits sur les charges, de l'actif et des actifs nets..

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit avec réserve.

### *Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

#### *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers*

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.



Gatineau, Qc  
Le 14 avril 2026

**MOISSON OUTAOUAIS****RÉSULTATS****EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2026**

Page 5

	2026	2025
<b>Produits</b>		
Dons et autofinancement (annexe B)	2 256 545 \$	2 475 275 \$
Subventions (annexe A)	262 636	276 609
Revenus d'exploitation (annexe C)	642 869	455 613
Revenus de placements (annexe D)	<u>55 583</u>	<u>55 636</u>
	<u>3 217 633</u>	<u>3 263 133</u>
<b>Charges</b>		
Achats de denrées	705 159	733 380
Assurances	18 020	16 151
Déplacements et représentation	12 951	5 436
Énergie	64 371	61 268
Entretien et réparations	57 830	66 885
Fournitures et frais de bureau	49 204	24 552
Frais d'opérations	130 019	131 286
Frais de collecte de dons et de denrées	164 507	154 198
Honoraires professionnels	47 636	134 586
Intérêts et frais bancaires	5 787	4 103
Intérêts sur dettes à long terme	5 901	8 797
Perte au titre d'un placement d'entreprise	-	17 500
Salaires et avantages sociaux	1 424 209	1 363 870
Transport	232 633	228 333
Vie associative	<u>12 086</u>	<u>7 011</u>
	<u>2 930 313</u>	<u>2 957 356</u>
<b>Excédent des produits sur les charges avant amortissement</b>	287 320	305 777
<b>Amortissement</b> (annexe E)	<u>(179 851)</u>	<u>(185 865)</u>
<b>Excédent des produits sur les charges</b>	<u>107 469</u> \$	<u>119 912</u> \$

**MOISSON OUTAOUAIS**  
**ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS**  
**EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2026**

Page 6

	2026			2025		
	Fonds	Investis en	Total	Fonds	Investis en	Total
	Réserve pour	Fonds de		Réserve pour	Fonds de	
	événements	prévoyance		événements	prévoyance	
	et acquisitions			et acquisitions		
	Rénovations			Rénovations		
	immobili-			immobili-		
	sations			sations		
	Non affectés			Non affectés		
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	450 000 \$	500 000 \$	925 000 \$	450 000 \$	500 000 \$	925 000 \$
Excédent des produits sur les charges	-	-	(179 851)	-	-	(179 851)
Virements interfonds	-	800 000	(20 000)	-	(780 000)	(780 000)
Affectations d'origine interne	-	-	(534 291)	-	(534 291)	(534 291)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	<u>450 000 \$</u>	<u>1 300 000 \$</u>	<u>805 577 \$</u>	<u>450 000 \$</u>	<u>83 311 \$</u>	<u>3 543 888 \$</u>
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	450 000 \$	435 000 \$	805 000 \$	450 000 \$	435 000 \$	805 000 \$
Excédent des produits sur les charges	-	-	(185 866)	-	-	(185 866)
Virements interfonds	-	65 000	120 000	-	(185 000)	(185 000)
Affectations d'origine interne	-	-	(220 401)	-	(220 401)	(220 401)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	<u>450 000 \$</u>	<u>500 000 \$</u>	<u>925 000 \$</u>	<u>450 000 \$</u>	<u>41 700 \$</u>	<u>3 436 419 \$</u>



**MOISSON OUTAOUAIS**  
**SITUATION FINANCIÈRE**

**31 MARS 2026**

Page 7

---

	2026	2025
<b>Actif</b>		
Actif à court terme		
Encaisse	806 613 \$	- \$
Débiteurs (note 4)	154 192	235 435
Frais payés d'avance	<u>200 485</u>	<u>6 873</u>
	1 161 290	242 308
Immobilisations corporelles (note 6)	2 877 914	2 643 916
Placements (note 5)	<u>1 865 432</u>	<u>1 886 904</u>
	<u><u>5 904 636</u></u> \$	<u><u>4 773 128</u></u> \$

**MOISSON OUTAOUAIS**  
**SITUATION FINANCIÈRE**

**31 MARS 2026**

Page 8

	2026	2025
<b>Passif</b>		
Passif à court terme		
Découvert bancaire	- \$	20 322 \$
Créditeurs (note 8)	288 409	192 190
Dettes à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 9)	<u>68 767</u>	<u>98 268</u>
	357 176	310 780
Apports reportés (note 10)	<u>2 003 572</u>	<u>1 025 929</u>
	<u>2 360 748</u>	<u>1 336 709</u>
 <b>Actifs nets</b>		
Réserve pour éventualités (note 11)	450 000	450 000
Fonds rénovations et acquisitions (note 11)	1 300 000	500 000
Fonds de prévoyance (note 11)	905 000	925 000
Investis en immobilisations (note 11)	805 577	1 519 719
Non affectés	<u>83 311</u>	<u>41 700</u>
	<u>3 543 888</u>	<u>3 436 419</u>
	<u><u>5 904 636</u></u> \$	<u><u>4 773 128</u></u> \$

Pour le conseil d'administration,

  
 \_\_\_\_\_ administrateur

  
 \_\_\_\_\_ administrateur

	2026	2025
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Excédent des produits sur les charges	107 469 \$	119 912 \$
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	286 055	280 962
Amortissement des apports reportés	<u>(106 204)</u>	<u>(95 097)</u>
	287 320	305 777
Variation nette d'éléments hors trésorerie liés au fonctionnement :		
Débiteurs	81 243	89 774
Frais payés d'avance	(193 612)	7 688
Créditeurs	<u>96 219</u>	<u>(48 819)</u>
	<u>271 170</u>	<u>354 420</u>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition de placements	(330 525)	(515 312)
Encaissement de placements	352 000	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(520 054)	(318 373)
Perte sur placement	<u>-</u>	<u>17 500</u>
	<u>(498 579)</u>	<u>(816 185)</u>
<b>Activités de financement</b>		
Remboursement de la dette à long terme	(29 502)	(27 029)
Apports reportés	<u>1 083 846</u>	<u>125 000</u>
	<u>1 054 344</u>	<u>97 971</u>
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	826 935	(363 794)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début</b>	<u>(20 322)</u>	<u>343 472</u>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin</b>	<u><u>806 613</u></u> \$	<u><u>(20 322)</u></u> \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et du découvert bancaire.

**1. Statuts et nature des activités**

L'organisme Moisson Outaouais a été constituée comme un organisme sans but lucratif en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec le 7 juin 2006 et est un organisme de bienfaisance au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu. Sa mission est de soutenir ses organismes membres et les partenaires de la région afin d'assurer la sécurité alimentaire des personnes vivant des conditions socio-économiques difficiles.

**2. Principales méthodes comptables**

L'organisme applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

**Instruments financiers**

*Évaluation initiale*

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers créés ou échangés dans des opérations conclues dans des conditions de pleine concurrence à la juste valeur. Les actifs financiers et passifs financiers qui ont été créés ou échangés dans des opérations entre apparentés, sauf pour les parties qui n'ont pas d'autre relation avec l'organisme qu'en leur qualité de membres de la direction, sont initialement évalués au coût.

*Évaluation ultérieure*

L'organisme évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse et des comptes clients.

Un passif financier émis par l'organisme dans des conditions de pleine concurrence qui est indexé sur un indicateur de sa performance financière ou sur la variation de la valeur de ses capitaux propres est réévalué au plus élevé de son coût après amortissement ou de la somme qui serait payable à la date de clôture selon le supplément résultant de l'indexation. Un tel passif contracté entre apparentés est réévalué au plus élevé de son coût ou de la somme qui serait payable à la date de clôture si l'on calculait à cette date le supplément résultant de l'indexation. Le montant de l'ajustement relatif au supplément est comptabilisé aux résultats et présenté comme une composante distincte de la charge d'intérêts.

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### Instruments financiers (suite)

#### *Dépréciation*

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, l'organisme détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si l'organisme détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Si les indications de perte de valeur s'atténuent ou disparaissent, la moins-value déjà comptabilisée doit faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

#### Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les principales estimations portent sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition. De plus, les placements temporaires que l'organisme ne peut utiliser pour les opérations courantes parce qu'ils sont affectés à des garanties ne sont pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement dégressif et les taux indiqués ci-dessous :

	<b>Taux</b>
Bâtisse	4 %
Mobilier de bureau	20 %
Équipements d'entrepôt	20 %
Matériel informatique	20 %
Matériel roulant	20 %
Équipements de cuisine	20 %
Construction en cours	N/A

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### Subventions reportées

Les subventions relatives aux immobilisations corporelles sont comptabilisées à titre de subventions reportées puis amorties de la même façon que les immobilisations auxquelles elles se rapportent. Les subventions relatives aux charges sont comptabilisées en déduction de celles-ci.

### Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels amortissables sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

### Constatation des apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus en dotations sont constatés à titre d'augmentation directe des actifs nets au cours de l'exercice.

Les dons de nourriture ne sont pas comptabilisés dans les livres car cela exigerait un effort déraisonnable quant à leur évaluation.

Les dons et autres produits sont comptabilisés dans l'exercice où ils sont encaissés.

Les subventions sans utilisation spécifique sont comptabilisées à titre de produit et les subventions affectées à des fins particulières sont comptabilisées en diminution de la charge afférente.

Les subventions reportées sont amorties selon la même méthode et au même taux que les immobilisations s'y rapportant.

### Apports reçus sous forme de services

Les bénévoles consacrent un grand nombre d'heures par année à aider l'organisme à assurer la prestation de ses services. En raison de la difficulté de déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les états financiers.

### 3. Instruments financiers

#### Risques financiers

Les risques importants découlant d'instruments financiers auxquels l'organisme est exposé au 31 mars 2026 sont détaillés ci-après.

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement à l'égard de sa dette à long terme et de ses comptes fournisseurs.

#### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'organisme à subir une perte financière. Le risque de crédit pour l'organisme est principalement lié aux comptes clients..

Pour les subventions à recevoir, l'organisme évalue, de façon continue, les montants à recevoir sur la base des montants dont il a la quasi-certitude de recevoir en s'appuyant sur leur valeur de réalisation estimative.

Pour les promesses de dons, l'organisme ne comptabilise à la fin de l'exercice que les montants qui sont reçus à la date d'achèvement des états financiers.

#### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt. L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de juste valeur puisque celle-ci varie de façon inverse aux variations des taux d'intérêt du marché. Les instruments à taux variables assujettissent l'organisme à des fluctuations des flux de trésorerie futurs connexes.

### 4. Débiteurs

	2026	2025
Clients	91 531 \$	120 513 \$
Sommes à recevoir de l'État - taxes à la consommation	59 099	67 610
Subventions	<u>3 562</u>	<u>47 312</u>
	<u>154 192 \$</u>	<u>235 435 \$</u>

**5. Placements**

	Juste valeur	2026	Juste valeur	2025
Actions de sociétés cotées en bourse	141 184 \$	113 427 \$	119 448 \$	113 173 \$
Fonds communs de placement	<u>1 977 106</u>	<u>1 752 005</u>	<u>1 862 998</u>	<u>1 773 731</u>
	<u><u>2 118 290</u></u> \$	<u><u>1 865 432</u></u> \$	<u><u>1 982 446</u></u> \$	<u><u>1 886 904</u></u> \$

Les actions cotées en bourse sont des dons reçus par l'organisme, lequel s'est doté d'une politique de placement qui assure une gestion prudente et efficace des actifs investis.

**6. Immobilisations corporelles**

	<u>2026</u>		<u>2025</u>	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Terrain	93 136 \$	-	93 136 \$	93 136 \$
Bâtisse	2 474 735	873 668	1 601 067	1 521 293
Mobilier de bureau	86 744	64 682	22 062	23 494
Équipements d'entrepôt	487 801	289 678	198 123	232 919
Matériel informatique	71 728	52 482	19 246	21 740
Matériel roulant	1 367 636	810 622	557 014	614 040
Équipements de cuisine	341 782	166 713	175 069	137 294
Construction en cours	<u>212 197</u>	<u>-</u>	<u>212 197</u>	<u>-</u>
	<u><u>5 135 759</u></u> \$	<u><u>2 257 845</u></u> \$	<u><u>2 877 914</u></u> \$	<u><u>2 643 916</u></u> \$

**7. Emprunt bancaire**

	<u>2026</u>	<u>2025</u>
Emprunts bancaire d'un montant autorisé total de 500 000 \$, portant intérêts au taux de 4,45%	<u><u>-</u></u> \$	<u><u>-</u></u> \$

**8. Crédoiteurs**

	<b>2026</b>	<b>2025</b>
Fournisseurs	142 104 \$	40 047 \$
Vacances à payer	102 794	76 088
Salaires à payer	31 148	56 700
Frais courus	8 050	8 053
Sommes à remettre à l'État - retenues salariales	3 923	10 652
Intérêts	<u>390</u>	<u>650</u>
	<u>288 409 \$</u>	<u>192 190 \$</u>

**9. Dette à long terme**

	<b>2026</b>	<b>2025</b>
Emprunt garanti par hypothèque sur un immeuble dont la valeur aux livres est de 1 694 203 \$, remboursable par versements mensuels de 2 967 \$ incluant les intérêts au taux de 6,86 % échéant en juin 2026.	68 767 \$	98 268 \$
Dettes à long terme échéant au cours du prochain exercice	<u>68 767</u>	<u>98 268</u>
	<u>- \$</u>	<u>- \$</u>

Les versements en capital à effectuer et les soldes renouvelables au cours du prochain exercice sont les suivants :

	<b>Exigibles</b>	<b>Renouvelable</b>
2027	<u>7 766 \$</u>	<u>61 001 \$</u>
	<u>7 766 \$</u>	<u>61 001 \$</u>

**10. Apports reportés**

	<b>2026</b>	<b>2025</b>
Apports reportés	2 794 124 \$	1 710 277 \$
Amortissement cumulé - Apports reportés	<u>790 552</u>	<u>684 348</u>
	<u>2 003 572 \$</u>	<u>1 025 929 \$</u>

**11. Affectation de l'actif net**

- Réserve pour éventualité

Ce fonds représente un fonds de roulement afin d'assurer la continuité des activités de l'organisme en tout temps.

- Fonds rénovations et acquisitions

Ce fonds représente les investissements à venir dans les deux prochaines années en vue du projet d'agrandissement de la bâtisse.

- Fonds de prévoyance

Ce fonds est destiné aux réparations majeures de l'immeuble (toiture, fondation...) ; le conseil d'administration souhaite augmenter cette réserve de 120 000 \$ par année.

- Investissement en immobilisations

Représente le coût net des immobilisations moins les subventions reportées et les dettes afférentes.

**MOISSON OUTAOUAIS**  
**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2026**

Page 17

	2026	2025
<b>Annexe A</b>		
<b>Subventions</b>		
CISSSO - PSOC	216 646 \$	208 737 \$
CISSSO - Ententes spécifiques	9 609	-
Gouvernement fédéral	-	9 742
Centraide	6 381	-
Banque Alimentaire Québec	-	50 000
Banque Alimentaire Canada	25 000	8 130
Équiterre	5 000	-
	<u>262 636</u> \$	<u>276 609</u> \$

**Annexe B**

**Dons et autofinancement**

Particuliers	494 463 \$	590 346 \$
Legs testamentaire	2 500	137 657
Corporations	158 444	197 730
Fondations	46 500	26 200
Élus	11 500	12 050
Banques alimentaires Canada et Québec	279 990	387 270
Activités de financement	678 794	612 887
Activités Tiers	150 104	193 786
Loto Moisson	434 250	317 349
	<u>2 256 545</u> \$	<u>2 475 275</u> \$

**Annexe C**

**Revenus d'exploitation**

Cuisine sociale	619 267 \$	430 654 \$
Cotisations des membres	7 500	7 350
Transports	16 102	16 359
Location d'espace	-	1 250
	<u>642 869</u> \$	<u>455 613</u> \$



**MOISSON OUTAOUAIS**  
**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2026**

Page 18

	2026	2025
<b>Annexe D</b>		
<b>Revenus de placements</b>		
Intérêts	13 787 \$	2 468 \$
Dividendes	54 207	63 794
Frais de gestion	<u>(12 411)</u>	<u>(10 626)</u>
	<u>55 583</u> \$	<u>55 636</u> \$

**Annexe E**

**Amortissement**

Amortissement des immobilisations corporelles	(286 055) \$	(280 962) \$
Amortissement des subventions reportées	<u>106 204</u>	<u>95 097</u>
	<u>(179 851)</u> \$	<u>(185 865)</u> \$



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - DENRÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2026**

	<u>2026</u>	<u>2025</u>
<b><u>Denrées reçues et redistribuées</u></b>		
Dons en denrées à distribuer, début de l'exercice	756 000 \$	645 000 \$
Achats de denrées, à la valeur marchande	1 147 000	1 096 000
Dons en denrées reçus - BAC & BAQ	5 092 000	4 640 000
Dons en denrées reçus - PRS	9 566 000	10 633 000
Dons en denrées reçus - Autres	3 854 000	2 976 000
	<u>20 415 000</u>	<u>19 990 000</u>
Pertes et rejets de denrées	(526 000)	(515 000)
	<u>19 889 000</u>	<u>19 475 000</u>
Dons en denrées à distribuer, fin de l'exercice	1 465 000	756 000
<b>Denrées redistribuées au cours de l'exercice</b>	<b><u>18 424 000 \$</u></b>	<b><u>18 719 000 \$</u></b>

Les dons en denrées sont redistribuées sous forme de dons, par conséquent ils n'ont aucune valeur nette de réalisation. Ils ne sont donc pas comptabilisés comme stock au bilan.

Aucun dénombrement des denrées à distribuer au début ou à la fin de l'exercice n'a été effectué. Il est ainsi impossible de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires sur les quantités de denrées à distribuer au début et à la fin de l'exercice 2026.

